

BULLETIN DES RÉGIONS

Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec

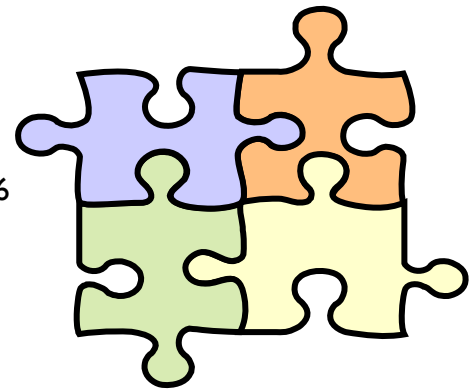
Table des matières

Des nouvelles de votre regroupement

- Retour sur l'AGA du RSIQ : p. 2
- Plateforme du RSIQ : un rayonnement important : pp. 2-3
- IPAC : un automne actif : p. 4-5
- Soutien communautaire : quelle réponse du gouvernement : p. 6
- Projet de loi sur les évictions : pp. 6-7

Des nouvelles de vous

- Des nouvelles de Montréal : pp. 7-8
- Brèves des régions : p. 9
- Recherche sur l'itinérance au féminin : p. 10
- Recherche de l'Auberivière sur les coûts de l'itinérance : pp. 10-11
- Capsules du Collectif de recherche sur l'itinérance : p. 11-12
- Un soutien financier nécessaire : p. 13
- Informations générales sur le RSIQ : p. 13



**La prochaine édition du Bulletin des régions
est prévue pour janvier 2007.**

**ENVOYEZ-NOUS VOS ARTICLES ou vos sujets d'articles
DÈS AUJOURD'HUI !**

**Parlez-nous de vos projets actuellement en réalisation
Faites-nous part de vos coups de gueule
Rapportez-nous l'actualité de votre région**

Retour sur l'Assemblée générale annuelle du RSIQ

Notre assemblée générale annuelle a eu lieu le vendredi 15 septembre dernier, à la Piaule de Drummondville. Cinquante et une (51) personnes se sont déplacées des quatre coins du Québec pour y assister, soit une quinzaine de plus que l'an dernier.

Notre AGA a été une belle occasion pour les acteurs en itinérance d'échanger sur les différents sujets à l'ordre du jour. Tout d'abord, nous sommes revenus sur le travail accompli en passant en revue les activités 2005-2006, une autre année chargée avec le travail sur la politique en itinérance et les représentations dans le cadre d'IPAC. Nous avons également débattu de notre plan d'action pour 2006-2007 avec une majeure sur la politique dont c'était le lancement. Chaque région a énoncé ses revendications prioritaires parmi les 94 contenues dans la plateforme. Les actions IPAC à entreprendre ont aussi été discutées, ainsi que les efforts nécessaires pour rehausser le niveau de financement du Réseau et consolider sa permanence.

Les membres ont aussi procédé à l'élection du comité de coordination. Suite à l'AGA, les officiers ont été nommés au sein du COCO. Voici nos 9 délégués élus pour 2006-2007 :

Collectif régional de lutte à l'itinérance de l'OUTAOUAIS (CRIO)	François Roy Président RSIQ	Coordonnateur Logemen'Occupe
Table de concertation sur l'itinérance à SHERBROOKE	Marie-Claude Vézina Vice-présidente RSIQ	Directrice La Chaudronnée de l'Estrie
RAIIQ	Nathalie Brisseau Secrétaire-trésorière RSIQ	Coordonnatrice RAIIQ
RAPSIM	Pierre Gaudreau	Coordonnateur RAPSIM
RAPSIM	François Villemure	Coordonnateur logements sociaux et développement L'Avenue hébergement communautaire
Table de concertation DRUMMONDVILLE	Jean-Marie Richard	coordonnateur Refuge La Piaule du Centre du Québec
Table itinérance VILLE SAGUENAY	Martine Martin	Intervenante Maison d'accueil des sans-abri de Chicoutimi
Table Action Prévention Itinérance LANAUDIÈRE	Gaétan Ennis	Directeur Travail de rue Terrebonne
Table de concertation des SDF de LONGUEUIL	Diane Delorme	Coordonnatrice Table

Plateforme du RSIQ : un beau rayonnement !

« **Pour une Politique en itinérance** », la première plateforme nationale de revendications du Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec a connu un beau rayonnement cet automne et cela se poursuit !.

La plateforme va faire l'objet d'une réédition, le premier millier d'exemplaires étant déjà épuisé. Vous pouvez d'ores et déjà passer vos commandes. Contactez-nous !

Un résumé est également disponible en version PDF. Pour informations, consultez la section Politique des pages RSIQ du www.rapsim.org.



Quelques images du tour du Québec entrepris par la Politique :



15 septembre 2006 :
AGA du RSIQ à Drummondville

Photo : Gaétan Ennis

Photo : Mario Pelletier



18 octobre 2006 : **Remise officielle de la plateforme au gouvernement du Québec**

De gauche à droite : Mario Gagnon, Point de repères, Johanne Beauvilliers, Mères et monde, Charlotte L'Écuyer, députée libérale de Pontiac et adjointe parlementaire du ministre Philippe Couillard, Nathalie Brisseau, RAIQ (notre trésorière) et Nathalie Rech, RSIQ



Photo : Benoît Hamilton

2 novembre 2006 :
Lancement de la plateforme à l'Assemblée nationale.

De gauche à droite : Martin Lemay, député péquiste de Sainte-Marie Saint-Jacques et porte-parole de l'opposition officielle en matière d'habitation, Nicolas Girard, député de Gouin et porte-parole en matière d'emploi et de solidarité sociale, Marie-Claude Vézina, Chaudronnée de l'Estrie (notre vice-présidente), Nathalie Rech, et Nathalie Brisseau, RAIQ (notre trésorière).

Pour voir la conférence de presse du RSIQ :

<http://diffusion.assnat.qc.ca/video/CONF/CONF20061102NG.wmv>

À cette occasion, l'opposition officielle a demandé à la Commission des affaires sociales d'ouvrir une **commission parlementaire sur l'itinérance**. Suite à cela, le RSIQ lance un blitz de fax dans la semaine du 13 au 17 novembre pour appuyer cette demande. Une commission nous permettrait de médiatiser notre dossier, de sensibiliser un plus grand nombre d'élus et d'accroître notre rapport de force avec Québec pour obtenir une transformation des politiques sociales. Une commission à l'Assemblée nationale nous permettrait bien sûr d'aller y présenter la plateforme du RSIQ. Cela permettrait aussi à un grand nombre d'acteurs en itinérance de se faire entendre et de promouvoir leurs pratiques.

Encore au niveau national, une série de rencontres avec des regroupements nationaux alliés a été entamée. Parmi eux, mentionnons le RQOH, le Front commun des personnes assistées sociales, la COCQ-Sida, etc. Des discussions sur la Politique comme base de travail commune de nos regroupements se poursuivent.

Au niveau des régions, une large diffusion a été réalisée par les concertations régionales en itinérance, auprès de leurs membres et de leurs partenaires communautaires, institutionnels et politiques. Plusieurs régions ont organisé ou vont organiser un lancement dans leurs régions. Partout où elle voyage, la plateforme reçoit un accueil très favorable. Bientôt traduite en anglais, elle pourra être envoyée à nos alliés ailleurs au Canada.

IPAC : un automne chargé

IPAC 2006-2007 : 5 projets coupés, 3 refusés au Québec

Tous les **nouveaux projets 2006-2007** n'ont pas encore été signés par la ministre fédérale, Diane Finley. Celle-ci a récemment pris la décision de couper 5 projets (acquisition de matériel informatique, construction de sites web) et d'en refuser 3 (dont 2 utilisaient la création artistique comme outil de réinsertion). Des projets ont aussi été refusés en Colombie-Britannique et au Nouveau-Brunswick. Le RSIQ a dénoncé cette situation d'autant que nous avons appris qu'au Canada anglais, une bonne partie des collectivités géraient eux-mêmes leurs enveloppes sans que la ministre fédérale ne puisse opposer son veto. Le gouvernement du Québec comme l'opposition à Ottawa ont aussi été interpellés.

IPAC après 2007 : toujours pas d'annonce ...

200 jours avant l'échéance du 31 mars 2007, soit le 12 septembre 2006, environ un millier de personnes se sont mobilisées dans les rues du Québec et ailleurs au Canada.

Sous le thème « réveillez-vous, IPAC ça presse ! », les manifestants ont fait résonner leurs réveils matins pour rappeler aux Conservateurs l'urgence d'une annonce.

ci-contre manifestation à Québec devant les bureaux de Service Canada.

Photo : Catherine Patenaude



ci-contre manifestation à Sherbrooke à la Chaudronnée de l'Estrie.

De gauche à droite : Denis Boisclair, Accueil Poirier, Christian Ouellet, député fédéral de Brome-Missisquoi et critique du Bloc québécois en matière de logement social et d'itinérance, Marie-Claude Vézina, Chaudronnée de l'Estrie (notre vice-présidente), un attaché du bureau du maire Perreault et Serge Cardin, député bloquiste de Sherbrooke.

À Toronto, un forum réunissait 500 personnes à Holy Trinity, une église où se déroulent régulièrement des hommages aux morts de la rue. Les personnes présentes signaient une bannière géante (voir ci-contre) qui a ensuite été remise au gouvernement fédéral.

Photo : Jane Kali

**Prochaine journée d'action IPAC :
18 décembre 2006 (détails à venir)**



Le lendemain, à Ottawa, se tenait une consultation fédérale pan-canadienne sur IPAC à laquelle le RSIQ n'était pas convié.

Devant le musée de la guerre, lieu de la rencontre, se réunissaient des militants du RSIQ membres des organismes en itinérance de Gatineau ainsi que des militants de l'Alliance to End Homelessness d'Ottawa. Le critique du Bloc Québécois, M. Christian Ouellet participait à notre point de presse.

Photo : Nathalie Rech



Photo : Nathalie Rech

Lors de l'AGA, nous avons convenu d'organiser une action sur IPAC courant octobre avec les 3 chefs des partis d'opposition à Ottawa. Le 26 octobre dernier, avait lieu à la Chambre des communes, une conférence de presse réunissant nos portes paroles ainsi que le chef du Bloc Québécois, Gilles Duceppe, le chef du NPD, Jack Layton et le député libéral de Hull-Aylmer, Marcel Proulx. Alliance to End Homelessness participait aussi à cet événement.

À l'issue de la conférence de presse, une manifestation réunissant 200 personnes venant de Montréal, la rive sud et la rive nord, Sherbrooke, Gatineau, Ottawa et Toronto se déroulait devant le Langevin, bâtiment abritant les bureaux du premier Ministre Harper.



Photo : David Viannay

Nous poursuivons nos représentations cet automne et cet hiver tant auprès du gouvernement Harper que de l'opposition à la Chambre. La **campagne de fax** se poursuit (plus de 410 appuis à date) de même que le **dépôt de pétitions** par le Bloc (plus de 2500 noms à date). Le gouvernement Charest a également un rôle à jouer dans la poursuite d'IPAC, de même que les villes (la FCM comme l'UMQ ont fait savoir leur appui à IPAC). Nous devons obtenir un renouvellement du financement rapidement, sans attendre les annonces budgétaires de février 2007, sans quoi on devra subir des ruptures importantes aux conséquences dramatiques.

Photo : Jean-Pierre Béliveau





Photo : Nathalie Rech

Soutien communautaire en logement social : Les groupes se mobilisent mais comment répond le gouvernement ?

La Politique en itinérance revendique un financement dédié, récurrent et géré régionalement d'au moins 12 millions de \$ pour répondre aux besoins des OSBL qui offrent logement social et soutien communautaire aux personnes vulnérables, dont celles qui ont connu l'itinérance.

Le 5 octobre dernier, plus de 200 personnes de Montréal et Gatineau, essentiellement des locataires de logements sociaux avec soutien communautaire, sont allés au bureau de circonscription du Ministre Couillard pour réclamer une enveloppe de 12 millions \$. *Ci-contre* : Claudine Lorrain de la FOHM, Jasmine Auclair de la Maison Joseph Vincent (Accueil Bonneau) et Pierre Gaudreau du RAPSIM remettent « la facture » à un attaché du ministre Couillard.

Les 26 et 27 octobre, 107 groupes de plusieurs régions du Québec (Montréal, Québec, Gatineau, Montérégie, Trois-Rivières, Rouyn-Noranda) ont téléphoné aux Ministres Couillard et Normandeau pour leur rappeler l'urgence de débloquer un financement. Ces belles mobilisations, à l'initiative du RAPSIM et de la Fédération des OSBL en habitation de Montréal (FOHM), ont permis d'augmenter le rapport de force des groupes vis-à-vis du gouvernement et de réaffirmer les besoins de financement dédié. Au total, 261 groupes au Québec ont manifesté leur appui à une enveloppe de 12 millions \$ et au respect de l'autonomie et du savoir-faire des groupes.

Pourtant, la réponse se fait toujours attendre. Le 9 novembre dernier, la Ministre Normandeau a raté l'opportunité de répondre aux revendications des groupes. Alors qu'elle faisait le mot d'ouverture du Colloque du Réseau québécois des OSBL en habitation, la Ministre a insisté sur les succès du soutien communautaire, sur l'importance d'avoir un Cadre mais n'a pas annoncé de financement dédié. Le Cadre sur le soutien communautaire est actuellement en consultation, les groupes qui suivent les travaux de près, comme la FOHM et le RAPSIM s'opposent à l'adoption de ce Cadre tel qu'il est rédigé puisqu'il remet en question l'autonomie des groupes sans pour autant assurer un financement dédié !

La pression devra encore monter, surtout que le gouvernement organise déjà des colloques entre les offices d'habitation et le réseau de la santé, sur la base du Cadre, pourtant en consultation. Les groupes doivent être vigilants, l'avenir d'une des interventions en itinérance – le logement social avec soutien communautaire – est en jeu !

Pour informations : Patricia Viannay, OC logement au RAPSIM (514) 879-1949

Évictions forcées

En mai dernier, différents groupes dont le RSIQ s'opposait à la ministre des Affaires municipales, Nathalie Normandeau, qui avait l'intention de déposer un Projet de loi pour faciliter les évictions des locataires incapables de payer le loyer.

Rappelons que Québec souhaitait introduire une procédure-éclair afin d'expulser les locataires dont le loyer est en retard de plus de trois semaines, en dépit du fait qu'il s'agisse déjà des causes traitées le plus rapidement à l'heure actuelle par la Régie du logement. Les plaintes pour non-paiement de loyer constituent environ la moitié de toutes les causes entendues par la Régie du logement, soit 44 742 sur 84 245 dossiers traités l'an dernier. Le délai moyen entre le dépôt de ce type de plainte et l'audience est d'environ 40 jours, ce qui est le délai le plus rapide à la Régie. En comparaison, des causes ordinaires

(par exemple des plaintes en dommages et intérêts) peuvent prendre en moyenne 15 mois, et il faut compter généralement 6 mois lorsqu'il y a un litige sur le prix du loyer. Les causes civiles très urgentes (l'absence de chauffage en janvier par exemple) sont quant à elles traitées dans un délai d'environ 42 jours.

Suite à la mobilisation au printemps 2006, son retentissement médiatique et la fin des évictions sommaires en Ontario, le MAMR et la Régie du logement sont retournés à leurs planches pour retravailler le Projet de loi visant à «moderniser la procédure à la Régie du logement». La présidente de la Régie a admis que la «simplification» de la procédure envisagée au printemps 2006 aurait eu des impacts sociaux. Le projet devrait être déposé prochainement et donnera probablement lieu à des audiences en commission parlementaire au début de l'hiver où nous ne manquerons pas d'aller défendre le droit au logement et d'exposer le point de vue des personnes en situation et à risque d'itinérance.

D'ici la fin novembre 2006, la CORPIQ (corporation des propriétaires immobiliers du Québec) entend déposer une pétition demandant l'accélération des évictions. Il est important de faire contrepoids à ce mouvement. On vous invite à vous joindre à la prochaine action du RCLALQ (voir ci-contre)

Pour informations : André Trépanier, RCLALQ 1-866-521-7114



Des nouvelles de Montréal

Urgence psychiatrique de St-Luc : une fermeture qui ne fait pas l'unanimité

Alors que l'accès aux services de santé est nommé comme un enjeu majeur de l'aggravation ou non des situations d'itinérance, alors que le MSSS a un Plan d'action en santé mentale qui mise sur l'accès aux services de 1^e ligne et le partenariat avec les groupes communautaires (sic), le service de psychiatrie du Centre Hospitalier Universitaire de Montréal a pris unilatéralement la décision de fermer les urgences psychiatriques du centre-ville, sans consultation des groupes du milieu.

Le RAPSIM a dénoncé cette façon de travailler, le peu d'intérêt accordé aux populations vulnérables et aux impacts potentiels. L'opposition péquiste a ensuite appuyé cette dénonciation, de même que les psychiatres de Saint-Luc. En réponse, les services de psychiatrie se sont engagés à échanger avec les groupes : une rencontre aura ainsi lieu le 4 décembre prochain.

Le RAPSIM compte maintenant 72 membres !

Depuis le début novembre 2006, le RAPSIM a deux nouveaux membres. Le **Collectif Action Autonomie** est un organisme de défense de droits en santé mentale. Il regroupe les personnes avec des problèmes de santé mentale, de promouvoir leurs intérêts en tant que citoyen et citoyenne, donner de l'information sur la médicalisation, les institutions et les médecins, sur les lois ainsi que sur les recours possibles. Action Autonomie propose également d'accompagner ces personnes dans leur démarche quotidienne. www.actionautonomie.qc.ca

Les **Logis Rose-Virginie** sont des appartements supervisés semi-autonomes pour femmes en difficulté. Cet organisme, qui a vu le jour en 1990, compte aujourd'hui deux bâtisses, dans Hochelaga-Maisonneuve et Rosemont, totalisant 49 logements pour femmes âgées entre 18 et 55 ans.: <http://www.logisrosevirginie.org/index.htm>

Pour en savoir plus : Tél. : (514) 879-1949 ; rapsim@qc.aira.com ou www.rapsim.org

JUDICIARISATION

Ouverture d'une clinique mobile d'accompagnement juridique

En gestation depuis le début de 2005, la Clinique Droits Devant du RAPSIM a finalement ouvert ses portes. Ce service répond à un besoin criant du milieu des ressources en itinérance à Montréal et offre une aide concrète aux personnes judiciarisées tout en les incluant dans le processus menant au règlement de leur situation. Ainsi, ces dernières ont accès à de l'information relative aux contraventions et à leurs droits, de même qu'à différents accompagnements (à la cour municipale, perception des amendes, déontologie policière...) afin de les soutenir dans leurs démarches. D'autre part, des formations sont dispensées aux intervenantEs des ressources pour les outiller quant aux besoins relatifs aux questions juridiques, particulièrement le cheminement d'une contravention et les recours lors d'abus de droits.



Règlement sur la fermeture des parcs la nuit

La bataille se poursuit contre la mise en place, l'été dernier, du règlement de l'arrondissement Ville-Marie, au centre-ville de Montréal. Il est dorénavant interdit de se retrouver pendant la nuit dans les 15 places et squares publics qui restaient ouverts. Ce règlement a été largement dénoncé par le RAPSIM et plusieurs regroupements et institutions qui ont écrit au maire Tremblay pour lui demander d'abroger le règlement.

Une manifestation devant les bureaux de l'arrondissement Ville-Marie est prévue pour le 24 novembre prochain. Il faut souligner le caractère dévastateur et inconséquent du discours qui sous-tend une telle décision, en plus des impacts sur la situation judiciaire des personnes itinérantes dont le crime, bien souvent, consiste en leur unique présence dans l'espace public. Des représentations ont été faites devant la Commission des droits de la personne (CDPDJQ) afin qu'elle intervienne, tel que prévu dans les travaux du comité tripartite Commission-Ville-RAPSIM, sur la réglementation municipale, son analyse et son application par les forces policières.

Brèves des régions

20 octobre 2006 : 17^e Nuit des sans-abri

Cette année, pour la 17^e édition, il y a eu 20 nuits. De Montréal à Drummondville ou Victoriaville, en passant par Longueuil, Joliette, Sherbrooke, Gatineau, St-Hyacinthe, Trois-Rivières, Québec, Laval, St-Jérôme, St-Eustache, Valleyfield, Terrebonne, Granby, Lévis, Rimouski, Ville Saguenay, Ste-Thérèse.

Si la pluie a troublé le déroulement de plusieurs nuits et a affecté l'achalandage, la Nuit s'est déroulée dans la plupart des sites avec de nombreuses activités proposées aux participants. La Politique du RSIQ – revendications des Nuits 2006 - a été présentée et son résumé a pu être distribué.

Le personnage de Sol a reçu le Prix pompon d'or et deux politiciens ont reçu le prix pompon minute pour leur politique d'intolérance dans l'espace public, soit le maire d'arrondissement montréalais Benoît Labonté et la mairesse de Québec, Andrée Boucher.

Petite couverte deviendra grande ... Nos alliés de Toronto descendus à Ottawa pour notre action IPAC en sont repartis ornés de l'emblème de la Nuit. Ils ont décidé de reprendre la petite couverte pour symboliser l'itinérance et d'en distribuer lors d'un événement qu'ils organisent le 22 novembre à l'occasion de la journée nationale sur le logement.



fête ses 20 ans

Cette ressource d'hébergement et d'insertion de Montréal offre depuis 1986 à des jeunes femmes en difficulté de 18 à 30 ans une alternative à la rue et l'exclusion. Les Passagères ont la devise suivante : « Ce n'est pas le nombre de fois qu'on tombe qui compte, mais le nombre de fois qu'on se relève !! » Un bel événement soulignait dernièrement les 20 ans de ce lieu de Passages où patience, acceptation et tolérance sont des leitmotiv de l'intervention. À cette occasion, un DVD de témoignages a été produit.
Renseignements : (514) 875-5807

Le Repas du passant, soupe populaire de Longueuil, vous invite à son show bénéfique « *LES PASSANTS ONT LES BLUES* ».

Ce spectacle comptera plus de 7 chanteurs et musiciens de BLUES dont Carl Tremblay. Le dimanche 3 décembre, au Bistro du Vieux-Longueuil.

Pour réservations :

Annick ou Sylvain au Repas du Passant :
450.679.5114 poste 223

SOCCER DE RUE

Inspirée par la popularité croissante du soccer de rue dans la population itinérante, la Mission Old Brewery veut monter une équipe de soccer composée d'usagers fréquentant sa mission pour devenir la troisième ville au Canada à avoir une telle formation après Calgary et Toronto.

Démarré en 2001, le concept de soccer de rue a frappé plusieurs pays et son point culminant annuel (depuis 2003) est la coupe du monde de soccer des sans-abri, un tournoi regroupant des dizaines de pays et suivi par des milliers de personnes à travers le monde.

En plus d'être une occasion de se divertir, le soccer de rue est une excellente opportunité pour se re-découvrir et ultimement entamer des démarches pour une réinsertion sociale. Les participants reçoivent un encadrement au niveau physique et psychologique. Plus de 70% des participants aux différentes éditions de la coupe du monde de soccer de rue ont trouvé l'expérience positive et ont entrepris des actions (détox, logements, etc.) pour se réinsérer socialement.

Pour infos : www.homelessworldcup.org ou Jean-Philippe Tremblay, chez OBM, au 514-798-2244 poste 46 ou à jptremblay@oldbrewerymission.ca

Fermeture du seul refuge d'urgence de Laval

En octobre 2006, le St-Claude fermait ses portes, faute de financement. Il s'agissait du seul lieu à Laval où on accueillait les hommes itinérants quelle que soit leur problématique.

Vaillantes qui comme Ulysse entreprirent un long voyage.. : Portrait de femmes en situation d'errance et d'itinérance

Cette recherche est le fruit d'une collaboration RAIQ, RGF-03 et CSSSVC. Le rapport est attendu pour le début de l'année 2007. La recherche repose principalement sur la parole de 62 femmes de la grande région de Québec. 61% des femmes rencontrées ont des enfants, 76% de ces femmes ont explicitement exprimé avoir été victimes de violence et d'abus sexuels; les deux tiers relatent des problèmes liés à la santé mentale, à l'alcoolisme et la toxicomanie, préexistant ou émergeant dans le cadre de leur errance et itinérance.

Dans ce portrait, on s'est notamment intéressé aux parcours résidentiels de ces femmes. Ces parcours s'apparentent à de longs voyages, ponctués d'escales plus ou moins longues dans une multitude de lieux mettant à profit les réseaux personnels ainsi que des ressources communautaires et institutionnelles.

L'archétype de la femme en situation d'itinérance est la *baglady*. Pourtant, l'itinérance des femmes ne s'arrête pas à cette seule expérience de la rue. Chez les femmes, il semble y avoir davantage d'itinérance cachée : pour ne pas être dans la rue, elles demeurent temporairement chez des amis ou des membres de leur famille, elles endurent une cohabitation avec une autre personne, ou encore persistent à demeurer dans des lieux où elles font l'objet d'actes violents, dégradants ou de conflits familiaux.

Les femmes ont notamment témoigné de leurs rapports aux services. Les ressources qui reçoivent un fort capital de sympathie sont souvent des ressources qui tiennent compte de la complexité et des interactions des femmes avec le monde. Ces ressources sont perméables, en ce sens qu'elles prennent les femmes là où elles sont sans chercher à les mettre à l'écart de leur vie et de leur histoire. On y travaille souvent en réduction des méfaits. Le lien social y est important, se construisant dans la durée (plusieurs années) et se poursuivant à la sortie de la ressource. Il y a continuité. Il y a accompagnement dans la communauté. Le rapport au temps, à la durée, à la continuité est fondamental et vient briser le rythme caractéristique de l'errance et de l'itinérance, soit l'urgence.

Les auteures de l'étude mettent aussi en lumière des besoins au niveau de l'hébergement temporaire pour des femmes avec enfants (dont les jeunes garçons de plus de 10 ans), de l'hébergement de transition pour les moins de 18 ans et les 35 ans et plus, ici aussi tenant compte de la présence d'enfants.

Pour infos : Myriam Loudahi, RAIQ (418) 522-6184

Coûts de l'itinérance : une étude bientôt disponible

La Maison L'Auberivière a mené une étude sur les coûts de l'itinérance. Celle-ci a été réalisée à partir d'entrevues d'individus rencontrés dans la rue ou dans les organismes suivants : L'Auberivière, la Maison Revivre et le Café rencontre.

L'étude visait à comparer sur une période de 12 mois les coûts associés à l'utilisation des services suivants : aide sociale, maisons d'hébergement, services de santé, services d'urgence, services judiciaires, et ce entre deux groupes : le premier groupe composé de 12 individus connaissant présentement l'itinérance et le deuxième composé de 6 individus stabilisés en logement depuis 12 mois et ayant connu un passé d'itinérance.

Les résultats de l'enquête montrent que le coût pour les personnes itinérantes est en moyenne de 24 500 \$ par année, alors qu'il est de 12 000 \$ pour l'autre groupe.

Pour le 1^e groupe, les coûts sont principalement associés à : des incarcérations, l'utilisation de services d'urgence et la fréquentation de ressources en toxicomanie alors que pour le 2^e groupe, l'aide sociale est le coût le plus élevé.

La stabilisation résidentielle amène une moindre utilisation de services dispendieux tels que les urgences des hôpitaux, le dégrisement, et les incarcérations.

Autres constats qualitatifs de l'enquête : le lien de confiance établi avec un intervenant d'un organisme s'est avéré des plus significatifs dans le processus de stabilité des personnes et il y a une propension à œuvrer comme aidant naturel assez présente dans le groupe des personnes stabilisées en logement.

Pour infos : Karina Côté, L'Auberivière (418) 694-9316

Capsules d'information du Collectif de recherche sur l'itinérance, la pauvreté et l'exclusion sociale

Nous poursuivons la démarche entreprise par le CRI à l'hiver dernier pour dynamiser les liens entre les milieux de la recherche et de la pratique. Nous vous présentons dans ce bulletin les résumés des entrevues effectuées auprès de Jean-Marie Fecteau et Céline Bellot. Ceux-ci ont livré leurs impressions sur les besoins et défis de la recherche en matière d'itinérance.

Entrevue avec Jean-Marie Fecteau, professeur au Département d'histoire de l'UQAM

L'objectif poursuivi par ces entrevues est de recueillir les impressions des chercheurs sur les besoins, défis et enjeux de la recherche en matière d'itinérance. Il a été difficile d'atteindre cet objectif lors de notre entrevue avec Jean-Marie Fecteau pour une raison fort simple : sa discipline d'appartenance l'histoire ne l'amène pas à questionner l'itinérance en fonction de l'évolution de la problématique. Au contraire, son travail consiste à retracer historiquement certaines transformations des modes de régulation des populations marginalisées. Nous avons tout de même pu aborder avec lui les projets de recherche qui l'intéressent et le rapport particulier qu'il entretient avec les milieux de la pratique et les chercheurs d'autres disciplines (sociologue, psychologue, politicologue, etc.).

L'une des thématiques qu'il aimerait étudier plus en profondeur concerne le passage de la notion de vagabondage à celle de l'itinérance au Québec. Effectivement, le terme vagabond est beaucoup moins neutre que celui d'itinérant. Le premier terme sous-tend la responsabilité individuelle des vagabonds alors que le second terme déplace l'analyse vers une compréhension des transformations sociales qui expliquent les raisons pour lesquelles certaines populations sont mouvantes (migration de la campagne vers la ville, problèmes familiaux, aliénation, etc.). Retracer cette transformation sur le plan sémantique pour désigner cette population nous permettrait de retracer la manière dont le phénomène de l'itinérance a évolué en tant que problème social, problème d'analyse scientifique et problème d'intervention.

L'une des raisons pour laquelle Fecteau est membre du CRI concerne sa proximité avec les milieux de la pratique. Cette caractéristique du CRI est sa principale force depuis ses débuts. Toutefois, la place d'un chercheur historien dans une telle équipe est un peu particulière en raison de sa discipline d'appartenance. Fecteau croit que le rapport du praticien vers le chercheur universitaire est le même peu importe sa discipline scientifique d'appartenance. D'ailleurs, le contact avec les praticiens ou les personnes vivant une situation d'itinérance amènera n'importe quel chercheur universitaire à questionner autrement le phénomène étudié. À l'inverse, le rapport du chercheur historien vers les gens de la base est un peu plus compliqué (et c'est ce qui distingue les historiens des chercheurs d'autres disciplines). Par définition, l'historien, contrairement à ses collègues d'autres disciplines des sciences sociales, fait davantage des recherches de type fondamentales. Alors que la recherche appliquée est normalement l'apanage des disciplines comme la sociologie, la psychologie, le travail social ou la politique, il est non seulement très difficile mais pas nécessairement souhaitable que l'historien applique ses résultats

théoriques à un problème pratique. Les phénomènes sociaux seront toujours abordés d'une manière plus théorique par l'historien, ce qui rend le dialogue avec les gens de la base, particulièrement les populations marginalisées, plus laborieux. Il subsistera toujours un écart, une difficulté à communiquer puisque l'un valorise la connaissance objective et l'autre la connaissance subjective. Il semble néanmoins que cette compréhension mutuelle des rôles et fonctions de chacun ait toujours été en vigueur au CRI et que les rapports entre chercheurs et praticiens se sont établis sous une base non hiérarchique.

Propos recueillis auprès de Céline Bellot, criminologue et professeure à l'École de travail social à l'Université de Montréal

Bellot émet trois constats quant à l'évolution du phénomène de l'itinérance. Premièrement, on observe de plus en plus un phénomène de mobilité interrégionale et interprovinciale. Deuxièmement, la visibilité du noyau dur de l'itinérance, soit les hommes âgés de 40 ans et plus, se perd graduellement. S'attardant davantage aux nouveaux visages de l'itinérance, les milieux de la recherche ont délaissé la population étant encore la plus touchée par l'itinérance. Troisièmement, les transformations sur le plan de la consommation de drogue (augmentation de la consommation, la diminution des prix, etc.) changera certainement le portrait de l'itinérance d'ici quelques années.

L'un des créneaux de Bellot est la recherche en partenariat avec les milieux de la pratique pour surmonter les défis que pose la recherche en itinérance. En effet, ce champ de recherche qui présente un haut degré de complexité est difficilement appréhendable de manière globale. Ainsi, le rapprochement des chercheurs et des milieux de la pratique est primordial afin que les connaissances produites par la recherche puissent répondre aux besoins des milieux de pratique et ainsi produire un maximum d'effets dans la communauté. Pour y parvenir, les chercheurs doivent évoluer avec les groupes et les gens du milieu afin de mieux saisir leurs préoccupations. Cela suppose également une transformation du rôle du chercheur; d'un statut d'expert, il doit devenir un acteur engagé dans la réalité étudiée.

Bellot croit que le succès des démarches de recherche en partenariat repose sur la convergence entre les intérêts de recherche du chercheur et ceux des milieux de la pratique. Par exemple, l'étude sur le phénomène de la judiciarisation des personnes itinérantes a été le fruit d'une réflexion commune avec les protagonistes de l'Opération Droits Devant. Dans ce cas précis, les objectifs de recherche ont été formulés conjointement afin de répondre aux intérêts de la chercheuse et du milieu de la pratique. Elle ajoute que le succès du partenariat doit reposer sur une délimitation claire des territoires de chacun des acteurs. Alors que la chercheuse est responsable d'assurer la scientificité de la démarche, les praticiens sont libres de construire un discours militant à partir des résultats produits par la recherche.

Bellot croit que l'enjeu fondamental soulevé par l'élaboration par le RSIQ d'une plateforme de revendications sur l'itinérance en est un de reconnaissance du phénomène de l'itinérance. Cette politique invite à nous interroger sur ce que l'itinérance peut nous dire sur notre société en termes d'injustices et de non respect des droits fondamentaux. Elle termine en indiquant que cette plateforme de revendications invite les chercheurs du CRI à s'intéresser aux processus qui permettent de lutter contre l'itinérance. Ayant abondamment étudié le vécu des personnes itinérantes ces dernières années, les chercheurs du CRI doivent maintenant se pencher sur les réponses et les solutions à apporter à l'itinérance.

8 décembre 2006, à 10h : Séminaire d'échange entre chercheurs et praticiens pour discuter des enjeux et défis de la recherche en matière d'itinérance. L'animation du séminaire se fera à partir de la politique en itinérance du RSIQ, des rencontres que nous avons eues avec les chercheurs lors des entrevues individuelles et des rencontres avec les praticiens lors de la tournée des régions (consultation printemps 2006 sur la politique). Il s'agit maintenant d'explorer les enjeux de recherche que nous pourrions identifier à partir de cette politique.
Université du Québec à Montréal, Pavillon Hubert-Aquin. Salle A-5060.
Inscriptions : Carolyne Grimard (514) 987-3000 p. 4305

Un soutien financier nécessaire

Le Réseau SOLIDARITÉ itinérance du Québec sollicite cet automne l'appui des groupes en itinérance dans une grande campagne de soutien. Depuis plusieurs années, le RSIQ a développé ses interventions, que ce soit le travail acharné pour la reconduction d'IPAC, la tenue des *États généraux de l'itinérance au Québec*, la déclaration *Droit de cité* et la *Politique en itinérance*, le *Bulletin des régions*, etc.

Depuis 1998, le RSIQ agit comme regroupement national des organismes québécois oeuvrant en itinérance. Le RSIQ regroupe 12 concertations régionales, réunissant plus de 220 organismes. Ses actions mobilisent des centaines de personnes et ses appuis sont nombreux. En témoigne l'appui à la reconduction d'IPAC de 400 groupes au Québec, des trois partis d'opposition à Ottawa, etc. Sa crédibilité est reconnue... Il ne manque que son financement, sur lequel un travail sérieux se fait, notamment pour être reconnu au niveau national par le MSSS dans le PSOC.

Ses membres apportent une contribution importante au mouvement, outre par leur cotisation, par le temps qu'ils consacrent au travail pour IPAC et la politique en itinérance. Il s'agit d'un investissement nécessaire.

En attendant un financement adéquat, le RSIQ doit survivre. Le maintien d'une permanence est essentiel aux activités. La campagne de soutien enclenchée par le RSIQ auprès des groupes en itinérance n'assurera pas sa survie, mais elle témoignera de l'importance de l'appui du milieu et aidera ainsi à faire pression sur les gouvernements pour son financement. Elle donnera aussi un coup de pouce aux finances du RSIQ qui encoure dans ses activités des frais importants, telle l'action pour IPAC à Ottawa du 26 octobre.

Un soutien de 50 \$ est suggéré, on vous invite à y contribuer. Les contributions doivent être envoyées au nom du RSIQ à l'adresse ci-dessous.

Informations générales

Comment joindre le RSIQ ?

adresse postale :

CP 60140

5101, rue Saint-Denis

Montréal (QC)

H2J 4E1

Coordonnatrice : **Nathalie Rech**

Téléphone : (514) 528-6466

Courriel : nathalie.rech@videotron.ca

Fax : (514) 879-1948

Président : **François Roy**

Téléphone : (819) 246-6644

Courriel : logemenoccupe@bellnet.ca

Une foule d'informations sur votre Réseau

Accessibles sur Internet au www.rapsim.org dans la section consacrée au RSIQ